



PRÉFET DE LA LOIRE

**ARRETE N° Jc-DDPP-15
portant mise en demeure**

Le préfet de la Loire



VU le Titre 1er du Livre I et du Livre V du Code de l'Environnement relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et notamment les articles, L.171-8, L.511-1,

VU l'arrêté ministériel du 02/02/98 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,

VU l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires – Directive IED- du 4 juin 2010, prescrivant à la société CASTMETAL le respect des dispositions des Meilleurs Techniques Disponibles (MTD);

VU l'arrêté préfectoral du 2 mars 2015 portant délégation de signature à Madame Nathalie GUERSON, Directrice Départementale de la Protection des Populations de la Loire ;

VU l'arrêté préfectoral n°89-DDPP-15 du 9 mars 2015 portant subdélégation de signature ;

VU le rapport de l'Inspection des Installations Classées du 17 décembre 2014, suite à l'instruction des documents transmis en réponse aux APMD des 7 juillet 2013 et 26 mars 2014, par la société CASTMETAL, boulevard de la Boissonnette à FEURS,

CONSIDERANT que l'exploitant de la société CASTMETAL, boulevard de la Boissonnette à FEURS, ne respecte pas les VLE des rejets atmosphériques en poussières pour les sableries à vert n° 3 et 4, ni le flux de 25 % des émissions diffuses en COV pour les installations de peinture, de noyautage et d'enduction conformément à l'article 2.1.2.2 et au paragraphe 3 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 4 juin 2010,

CONSIDERANT qu'il y a lieu de mettre en demeure l'exploitant de la société CASTMETAL, boulevard de la Boissonnette à FEURS, de respecter les prescriptions l'article 2.1.2.2 et au paragraphe 3 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 4 juin 2010, afin de garantir les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement,

SUR PROPOSITION de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la LOIRE,

ARRETE

Article 1 :

L'exploitant de la société CASTMETAL, boulevard de la Boissonnette sur la commune de FEURS, est mis en demeure de respecter les prescriptions des articles suivants de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 4 juin 2010 comme suit :

- l'article 2.1.2.2 (dépassement des valeurs limite d'émission à l'atmosphère des sableries à vert 3 et 4) : mettre en conformité ces installations comme suit :
 - au 31 juillet 2015, mise en conformité l'installation de traitement d'air de la sablerie à vert n°3. ;
 - au 31 août 2015, mise en conformité de l'installation de traitement d'air de la sablerie 4.
- l'article 2 paragraphe 3 (non respect du flux annuel de 25 % des émissions diffuses de COV au niveau de l'activité peinture, de noyautage et d'enduction) : respecter, dans un délai de 1 an, la valeur limite des émissions diffuses de 25 % pour l'ensemble des installations du site.

Article 2 :

En cas de non respect de l'article 1 du présent arrêté, indépendamment des poursuites pénales, il pourra être fait application des mesures prévues par les articles L.171-8 du Code de l'Environnement.

Article 3 – Délais et recours :

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément aux dispositions de l'article L.514-6 du Code de l'Environnement, la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de LYON.

1) par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

2) par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Article 4 – Publicité :

Conformément aux dispositions de l'article R.512-39 du Code de l'Environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives des mairies et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affiché en mairie de Feurs pendant une durée minimale d'un mois.

Madame le maire de Feurs fera connaître par procès verbal, adressé à la préfecture de la Loire, l'accomplissement de cette formalité.

Le même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, sur le site de l'exploitation à la diligence de la société la société CASTMETAL

Article 5 – Exécution :

Monsieur le sous-préfet de MONTBRISON, Madame la directrice départementale de la protection des populations, Madame la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées, Monsieur le maire de Feurs sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à la mairie de Feurs et à la société CASTMETAL.

Fait à Saint-Étienne, le 27 JUL. 2015

(Signature)

Fabien SUDRY